




VILLE DE MARSEILLE
DIRECTION DE L'URBANISME

ARRÊTÉ DE PERMIS D'AMENAGER

si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier, adressez-vous :

SERVICE DES AUTORISATIONS D'URBANISME - 40 RUE FAUCHIER - 13233 MARSEILLE CEDEX 20

<p>Dossier : PA 013055 24 00029P0</p> <p>Déposé le : 20/11/2024</p> <p><u>Nature des travaux</u> : PIÉTONISATION DE L'ESPACE - CRÉATION D'UN SQUARE ENFANTS - REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC (PLACE DES MOULINS, RUE DES MUETTES ET RUE DES MOULINS)</p> <p><u>Adresse des travaux</u> : PLACE DES MOULINS RUE DES MOULINS ET RUE DES MUETTES LE PANIER 13002 MARSEILLE</p>	<p><u>Demandeur</u> :  1 1 0 0 0 2 7 7 2 9 0 0</p> <p>METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE représenté(e) par Monsieur BALESTRIERI ROBERT 57 BD CHARLES LIVON -</p> <p>13007 MARSEILLE FRANCE</p> <p><u>Demandeur(s) co-titulaire(s)</u> : - - - -</p>
<p>- ZONES DU REGLEMENT - Secteur(s) : UAp Destination - surface de plancher créée :</p>	

Nous, Maire de la Ville de Marseille

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence en vigueur,

Vu la demande de PERMIS D'AMENAGER sus-visée affichée en Mairie le 25/11/2024,

Vu la réglementation de l'AVAP de Marseille,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de l'architecte des bâtiments de France en date du 18/01/2025,

Vu l'arrêté préfectoral de la Direction Régionale des Affaires Culturelles n°15831-2024-644 portant prescription de diagnostic archéologique,

Vu l'avis tacite réputé favorable du Maire d'Arrondissement,

ARRÊTONS

Art 1. Le PERMIS D'AMENAGER est ACCORDÉ pour les travaux décrits dans la demande présentée, avec les prescriptions suivantes :

L'alimentation en eau potable sera réalisée conformément à la réglementation en vigueur, et selon les prescriptions formulées par la Société des Eaux de Marseille dans son avis en date du 27/11/2024 (voir copie ci-jointe).

Le projet devra respecter les prescriptions formulées par la SERAMM dans son avis en date du 24/12/2024 (voir copie ci-jointe).

Le projet devra respecter les prescriptions formulées par la Division Travaux Exploitation Réseaux dans son avis en date du 22/01/2025 (voir copie ci-jointe).

Le projet devra pendre en compte les prescriptions formulées par l'architecte des bâtiments de France dans son avis en date du 18/01/2025 (voir copie ci-jointe).

Un diagnostic archéologique devra être effectué préalablement à la réalisation des travaux conformément à l'arrêté préfectoral de la Direction Régionale des Affaires Culturelles n°15831-2024-644 (voir copie ci-jointe).

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention préalable de l'autorisation de voirie exigée pour tous travaux à exécuter en bordure du Domaine Public ou pour l'occupation de celui-ci. Cette autorisation de voirie devra être sollicitée auprès du Service Municipal des Emplacements (33A, Rue Montgrand – 13006 – MARSEILLE) préalablement à tout commencement de travaux.

Afin d'identifier les réseaux et canalisations potentiellement concernés par vos travaux et sécuriser votre chantier, il vous incombe de déposer une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr

Droits des tiers : La présente autorisation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé...).

Validité : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Affichage, délais et voies de recours : Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le panneau d'affichage sur le terrain doit porter toutes les mentions prévues par le code de l'urbanisme y compris celles relatives à l'architecte et à l'affichage en mairie (nouvel article A 424-16 du code de l'urbanisme). En outre, dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois. La date exacte de l'affichage en mairie de la décision, peut-être obtenue : par téléphone au 04.91.55.32.96 ou 04.91.55.30.29 choix N°2 ou par mail à urbanisme@marseille.fr

Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis ou de la non opposition à déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours. En cas de recours contre le permis ou la non opposition à déclaration préalable, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Dommages ouvrages : Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances. A défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

<p>Certifié transmis ce jour au Préfet, le</p> <p><i>Le présent arrêté est exécutoire à dater de sa transmission et de sa notification.</i></p> <p>Pour le Maire, l'Adjoint au Maire en charge de l'urbanisme et de l'aménagement durable, la stratégie patrimoniale, la valorisation et la protection du patrimoine municipal et des édifices cultuels, Arrêté N° 2024_04471_VDM du 17 décembre 2024</p> <p>Eric MERY</p>	<p>Fait à Marseille, le</p> <p>Pour le Maire, l'Adjoint au Maire en charge de l'urbanisme et de l'aménagement durable, la stratégie patrimoniale, la valorisation et la protection du patrimoine municipal et des édifices cultuels, Arrêté N° 2024_04471_VDM du 17 décembre 2024</p> <p>Eric MERY</p>
---	---